

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SUR LA STRATÉGIE NATIONALE DÉCENNALE DE LUTTE CONTRE LES CANCERS.

4 FÉVRIER 2021 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames et Messieurs,

La nouvelle stratégie nationale de lutte contre le cancer est toujours un moment important pour notre Nation, moment au cours duquel chercheurs, soignants, responsables associatifs, décideurs publics, malades et anciens malades, se rassemblent, comme un symbole de notre mobilisation pour faire reculer cette maladie.

C'est en effet une stratégie d'une grande ambition que nous lançons ce jour et qui est le fruit de votre engagement collectif.

Cette stratégie est ambitieuse. Ambitieuse d'abord, par sa durée. Pour la première fois, c'est un projet non pas à 5 ans mais à 10 ans qui a été élaboré par l'Institut National du Cancer, dont je salue le Président, Norbert IFRAH. 10 ans, cela change tout : c'est de la visibilité pour tous les acteurs, des paris que l'on se permet, et donc la promesse de davantage d'innovations de rupture, de plus de transformations en profondeur.

Ambitieuse, cette stratégie l'est aussi par son financement. 1,7 milliard d'euros mobilisés sur les 5 ans à venir. C'est 20% de plus qu'entre 2016 et 2021.

Ambitieuse, cette stratégie l'est encore par les objectifs poursuivis.

Passer en une décennie de 150 000 nouveaux cancers évitables par an à moins de 100 000.

Faire reculer la mortalité des 7 cancers les plus létaux.

Mieux accompagner les conséquences des cancers et des traitements sur la qualité de vie et l'emploi : car en effet aujourd'hui, deux tiers des patients conservent des séquelles cinq ans après le diagnostic ; il s'agit de ramener cette population à moins d'un tiers.

Derrière ces chiffres qui sont souvent froids, impersonnels : ce sont des vies. Des deuils que l'on peut éviter. Des familles qui peuvent se reconstruire. L'espoir, pour beaucoup de patients. C'est pour cela que, malgré la difficulté des temps, malgré cette pandémie qui a retardé trop de soins, notamment pour les patients atteints du cancer, je tenais à acter les choses avec vous. Car l'amélioration de la vie des 5 millions de familles françaises touchées par le cancer n'attend pas.

Le Gouvernement présentera dans son détail l'ensemble des mesures qui seront répertoriées dans un décret.

Mais je veux ici en donner les grandes priorités.

1) D'abord, tout faire pour qu'il y ait le moins de cancers possibles en agissant sur le temps long, celui de la prévention.

La prévention est l'un des fils rouges des politiques que nous menons depuis le début du quinquennat : agir à la racine, investir en amont pour éviter les coûts humains et financiers en aval. C'est d'ailleurs l'une des faiblesses, il faut bien le dire, du modèle français. Nous soignons très bien, parfois beaucoup mieux qu'ailleurs. Nous prévenons souvent moins bien. Face au cancer, cette approche est indispensable. 40% des cancers pourraient être évités par des comportements plus vertueux. Aussi, la première manière de soigner le cancer est de faire en sorte qu'il ne se déclenche pas.

Les différents plans qui se sont succédés ont permis d'avancer dans de nombreux domaines : la consommation de tabac et d'alcool, l'alimentation, l'activité physique et sportive. Notre but aujourd'hui et de consolider ces acquis et de changer d'échelle.

Le tabac est, et reste, à l'origine de 70 000 nouveaux cas de cancer chaque année. 70 000. C'est presque la moitié des cancers évitables. Le tabac tue. Il détruit des vies. On ne le dit jamais assez. Je souhaite que la génération qui aura 20 ans en 2030 soit la première génération sans tabac de l'Histoire récente. Pour ce faire, tous les leviers de dissuasion seront actionnés : le prix, nous avons déjà largement commencé et nous continuerons, l'extension des espaces sans tabac, les campagnes d'information sur sa toxicité pour les êtres mais aussi pour la planète, un meilleur accompagnement de ceux qui arrêtent de fumer comme de ceux qui les y aident. C'est une mobilisation de toute la société que nous engageons. Une mobilisation qui doit commencer, et faire encore davantage, dès l'école, en nous inspirant des plus grandes réussites à l'internationale.

L'alcool est un autre facteur de risque, à l'origine d'un cinquième des cancers évitables. Alors, certes, l'alcool, les alcools en particulier produits en France qui font partie de nos traditions, appartiennent à notre art de vivre, notre sociabilité. Il ne s'agit pas d'aller vers le zéro alcool mais bien de prévenir les excès et de mieux aider ceux qui sont dans une forme de dépendance, à en sortir. Et là aussi il ne faut pas tout confondre, mais il faut affronter avec beaucoup de volontarisme la situation que nous connaissons aujourd'hui et qui reste critique. A l'image de ce que nous avons fait pour les aliments, nous donnerons des repères à la fois plus visibles et plus lisibles aux consommateurs sur chaque produit. Nous devons tout faire pour que les plus dépendants de l'alcool, réduisent leur consommation et là aussi pour mieux prévenir, informer, accompagner.

Contre ces deux principales causes de cancers évitables, nos actions cibleront particulièrement les jeunes pour que les bonnes pratiques soient prises le plus tôt possible et qu'elles aient un effet prescripteur sur le long terme, car les comportements des jeunes d'aujourd'hui inspireront ceux des prochaines générations. Car aussi ce que nous arrivons à faire dans notre jeunesse a un impact sur les parents, bien souvent.

Enfin, lutter contre le cancer, c'est inciter chacun à aller vers une meilleure hygiène de vie. C'est l'alimentation, et la France a été pionnière dans le déploiement du Nutriscore. Toutes les initiatives que nous sommes en train de prendre pour manger mieux, pour le frais et le local, pour avoir une agriculture abordable et de qualité, sont totalement cohérentes avec cette stratégie. C'est le sport, et

cela s'apprend dès l'école. Il faut agir vite sur cette partie justement de la qualité de vie. Là aussi nous avons renforcé les actions, dès le plus jeune âge et la stratégie propose plusieurs axes de consolidation extrêmement importants.

La qualité de vie, c'est aussi l'air que nous respirons. Aussi quand nous instaurons dans nos villes des « Zones à Faible Emission », c'est bon pour le climat mais c'est aussi bon pour la santé. En effet, la politique environnementale est en même temps une politique de santé publique. En 2021, la France comptera au moins 7 nouvelles zones de ce type et c'est une action que je veux renforcer dans ces zones métropolitaines comme dans certaines de nos vallées qui restent extraordinairement polluées et qui affectent la santé de nombre de nos concitoyens.

2) Le second axe de notre stratégie est de temps, quant à lui, plus court : c'est le développement du dépistage qui doit être à la fois accessible à tous et le plus précoce possible. Car plus les cancers sont détectés tôt, plus les chances de guérison sont grandes, et le risque de séquelles faibles.

L'action menée depuis vingt ans a permis de grandes avancées. En France, 9 millions de personnes se font dépister chaque année. Mais, le compte n'y est pas encore. Par exemple, 7 personnes sur 10 ne se sont pas fait dépister pour le cancer colorectal or 90 % de ces cancers peuvent être guéris s'ils sont détectés à un stade précoce. Il faut donc redoubler d'efforts, à la fois pour sensibiliser, lever les réticences, mobiliser les soignants comme les associations, simplifier aussi l'accès aux tests. Je veux que, dans les années à venir, nous atteignons au moins 1 million de dépistages supplémentaires par an. Ces dépistages sont une part essentielle de la stratégie proposée à raison. Comme je l'ai dit, c'est une question d'information, de mobilisation de toutes les parties prenantes et de capacité à aller jusqu'aux publics finaux et procéder à ces dépistages supplémentaires.

Il nous faut aussi voir loin, inventer les dépistages de demain en mobilisant tous les apports de la recherche et des innovations technologiques comme l'intelligence artificielle et les big data. Plusieurs innovations sont en cours qui permettent de mieux cibler, là aussi de mieux prévenir grâce à ces technologies, d'éviter parfois des actes inutiles suite au premier constat et donc de nous améliorer dans le dépistage. Fixons-nous une priorité : que, d'ici quelques années, nous ayons déployé pour le cancer du poumon des campagnes au moins aussi efficaces que celles qui ont cours pour les cancers que je viens de citer. Alors, nous aurons défriché une nouvelle frontière.

3) Troisième axe de notre stratégie enfin : mieux accompagner les patients. Pendant la maladie. Et après.

Les traitements ont déjà beaucoup progressé. Mais les vraies révolutions sont devant nous. Elles se nomment biothérapie, immunothérapie, des domaines dans lesquels la France est en pointe, des domaines aussi où nous pouvons continuer à nous améliorer, renforcer nos innovations, nos financements, simplifier nos procédures en les accélérant. Elles se nomment aussi génomique moléculaire et, là aussi, nous sommes pionniers. Tout cela fait vivre l'espoir de traitements plus personnalisés, moins lourds en séquelles, plus humains. C'est pourquoi nous investirons massivement dans ces domaines pour garder un temps d'avance, pour aussi essayer parfois de reconquérir les petits retards que nous avons pu prendre, je suis lucide sur notre situation. 50% du budget global de la stratégie décennale est ainsi consacré au volet recherche, fondamentale comme clinique. Ce sont des investissements, des équipes à encourager et consolider, la capacité à former les meilleurs talents et à

les garder, la capacité à développer des stratégies nationales sur chacun des axes que je viens d'évoquer et j'aurais l'occasion de le faire dans les semaines qui viennent en complément de cette stratégie et de ce plan décennal.

C'est aussi savoir donner de la visibilité sur les prix quand nous innovons et la France, il faut bien le dire, n'a pas toujours été bonne sur ce sujet. Et c'est simplifier et accélérer toutes nos procédures. Nous sommes encore trop longs, trop lents. Et, je dois le dire, ces lenteurs, pas toujours justifiées, sont des freins à l'innovation.

Pour les cancers les plus graves, le risque le plus grand est au fond de ne pas en prendre. C'est pourquoi nous travaillerons à cette accélération que je viens d'évoquer : accélération de la mise sur le marché de certaines thérapies, avec des procédures simplifiées.

Le sujet des séquelles du cancer a longtemps été un angle mort et constitue un axe important de cette stratégie. On voulait légitimement, jusqu'à récemment, guérir coûte que coûte, sans toujours se préoccuper de l'après. Et je dois dire qu'en vous écoutant, en vous lisant, en voyant la mobilisation de tous les professionnels, j'ai été impressionné par l'enrichissement de la réflexion. Et au fond, qu'il s'agisse en effet, de l'oncologie pédiatrique comme de toutes les spécialités qui y sont liées, qu'il s'agisse aussi des formes de cancers que maintenant l'on traite de mieux en mieux et qui donnent des patients en rémission puis guéris pendant des années, la question de vivre longtemps avec les conséquences, les séquelles du cancer, est une question que vous avez décidé de prendre en compte et j'y adhère pleinement. Nous devons en effet mieux prendre en compte cette dimension, et cela, dès l'élaboration des thérapies. Les séquelles, c'est aussi ce qu'on vit quand le cancer nous a contraint à quitter des études, un emploi, des portes qui se ferment. Alors à ce titre, la France a parfois été première, avec par exemple le droit à l'oubli, et c'est une question que beaucoup d'entre vous ont déjà défrichée sur laquelle grâce à vous nous avons pu avancer et inspirer d'autres pays. Il faut aujourd'hui aller plus loin. 20% des personnes ayant quitté leur emploi du fait de leur cancer, ne l'ont pas retrouvé cinq ans après le diagnostic. Avec le secteur privé, nous changerons cela. Pour ne pas laisser s'ajouter de l'injustice à l'injustice.

Tous ces objectifs évidemment placent la barre haut. Mais nous pouvons les atteindre car nous ne sommes pas seuls. Si elle est une ambition nationale, la lutte contre le cancer est aussi un combat européen, affirmé hier avec force à travers les annonces du plan de l'Union : la création d'un centre européen de connaissances sur le cancer et d'un réseau des centres de prise en charge, le lancement d'une initiative sur l'imagerie médicale de dépistage et de diagnostic, le soutien aux Etats pour la vaccination contre les cancers du col de l'utérus et du papillomavirus, mais aussi pour le développement des thérapies géniques.

Au fond, un mot d'ordre a été donné : « unir nos forces pour progresser ». A 27 on peut faire mieux, plus vite. Nous sommes en train de le vivre et de le démontrer dans la lutte contre l'épidémie. C'est ce que nous devons faire, dans cette lutte contre les cancers.

Voilà, Mesdames et Messieurs, malgré la pandémie, la France, main dans la main avec l'Europe, ne cède rien de son ambition pour faire reculer le cancer.

Elle ne cèdera rien, en particulier, de son action pour faire reculer le cancer des enfants. 1700 nouveaux cas sont déclarés chaque année, 1700. Alors certes 80% guérissent. Mais c'est toujours trop peu.

Surtout, nous devons mieux accompagner les patients pour leur permettre de suivre leurs études, de pratiquer des activités, de garder cette part aussi d'insouciance qui appartient à leur âge et qui doit être préservée même lorsque la fatalité frappe. Accompagner leurs familles aussi. Sur chacun de ces combats qui font votre quotidien et qui touchent tant de vies, vous m'aurez toujours à vos côtés.

Mesdames et Messieurs,

Soyons fiers d'être un pays où être soigné de ce terrible mal est gratuit même quand les traitements sont coûteux.

Fiers d'être un pays qui investit dans la recherche, qui assume cet humanisme qui a forgé notre histoire et qui nous tient ensemble quel que soit le tragique des temps.

Alors je veux vous remercier. Vous remercier toutes et tous. Par ce qu'avec vous je crois en la science, je crois au progrès. Je crois aussi dans les formidables résultats qu'une mobilisation collective permet d'atteindre, lorsqu'on mobilise ses valeurs et ses connaissances. Nous pouvons ensemble remporter ce combat. Tant a été fait durant les dernières années, nous pouvons faire beaucoup plus avec ce plan décennal encore. C'est bien ce que je compte faire avec vous, grâce à vous.

Merci beaucoup.